Quel avenir ?

Les débats politiques en cours dans le pays montrent que Les fonctionnaires continuent d'être attaqués par les hommes politiques de tout bord. Tous affichent la volonté de réduire le nombre de fonctionnaires. Sans préciser quelle administration sera la cible de cette réduction, **oubliant qu'en tant qu'élu local, ils ont certainement participé au recrutement d'un certain nombre d'entre eux.**

La revendication de **FO** d'un débat sur la fonction publique de demain sera de plus en plus prégnante.

En attendant, le gouvernement continue d'être sourd aux aspirations de ses agents et des administrés, et reproche à **FO** qui veut préserver un service public de qualité proche des contribuables d'engager un combat passéiste. L'administration ne voit plus qu'internet, sauveur des budgets de l'État, et prétexte à la réduction du nombre de guichets et du nombre d'agents. Cela justifie la fermeture des trésoreries, le regroupement des structures. Dans l'Essonne, si la **fermeture des trésoreries** de Mennecy, Villemoisson et d'Athis-Mons est actée, celle des trésoreries de Ris-Orangis et des Ulis a été suspendue, mais le regroupement des structures continue : fusion des SIP de Palaiseau, des SIP de Corbeil

La réforme / fusion de 2008 avait pour but de simplifier la vie des usagers en affichant la création du guichet unique. Or, depuis 5 ans l'administration a oublié la motivation de la fusion des directions des Impôts et de la Comptabilité Publique. Elle crée des structures spécialisées avec pour conséquence de multiplier les guichets auxquels le contribuable peut avoir à faire : l'Essonne crée deux PCRP (Pôle de contrôle des revenus patrimoniaux) à Corbeil et à Palaiseau au détriment des SIP, regroupe des services en un guichet départemental (cadastre à Corbeil). L'administration prend modèle sur les entreprises privées et multiplie les centres de contact qui détournent le public de son guichet de proximité, pourtant, en Essonne, ce sont plus de 90 000 contribuables qui sont venus aux guichets des Finances pendant la campagne de déclaration des revenus et 197 000 pour les grandes échéances d'impôts de fin d'année 2015.

Toutes ces évolutions se font avec une gestion des RH méprisante pour le personnel : le monologue social est la règle, comme pour la loi El KHOMRI, à l'image de la réforme PPCR (Parcours professionnels, Carrières et Rémunérations) où la réforme de la grille indiciaire est financée par les agents : les quelques point d'indice grappillés sont gagés par un allongement de la durée de carrière, des règles de promotion modifiées. Déjà cette réforme PPCR fait peu de gagnants et beaucoup de perdants, d'autant que les Directions en profitent sournoisement pour remettre en cause les grilles indiciaires.

C'est toute l'administration qui souffre de la baisse des crédits, de la recherche d'économies : les crédits d'action sociale sont réduits, les bâtiments sont moins entretenus et se dégradent.

Les fonctionnaires ne peuvent accepter la dégradation de leurs conditions de travail, celle de leurs perspectives de carrière, la mise à l'écart du public.

Le combat des policiers et des sapeurs-pompiers va devenir celui de toute la fonction publique.

L **BOYER**
SD FO Finances Publiques 91

S **TRIQUENAUX**
SD FO DGFIP 91